**Sujet du Concours national de la Résistance et de la déportation – Année 2020-2021**

**1940 = Entrer en résistance – Comprendre – Refuser – Résister**

Thème 3 – La France, l’Empire, le monde : premières rencontres pour une résistance unie

Si les deux Résistances, extérieure et intérieure, se développent de façon parallèle, un besoin immédiat se fait sentir pour que des contacts s’établissent. La France libre a besoin de relais en métropole tandis que les organisations pionnières de métropole ne peuvent se développer sans une aide extérieure.

Les premières missions en métropole et la rencontre entre les deux résistances

Dès l’été 1940, les services secrets gaullistes envoient des agents en France occupée pour mener des missions de renseignements, évaluer l’état d’esprit de la population, établir des contacts avec des personnes désireuses de mener des actions de résistance. Grâce aux premiers postes de radio installés sur le sol français, les agents missionnés favorisent les liaisons entre Londres et la métropole, permettant ainsi d’établir les premières passerelles entre Français libres et résistants de l’intérieur.

Le tout premier agent, Jacques Mansion, débarque en Bretagne en juillet 1940. Il retourne en Angleterre en septembre avec des cartes du dispositif militaire allemand le long des côtes bretonnes. Suivent en août 1940 trois nouveaux agents, surnommés les « trois mousquetaires » de la France libre. Gilbert Renault, le futur colonel Rémy, gagne la France en passant par l’Espagne fin août 1940. Il installe en Bretagne un poste radio et crée un réseau de renseignements couvrant la côte atlantique. En novembre 1940, sa rencontre en Dordogne avec Louis de La Bardonnie, propriétaire viticulteur qui a constitué autour de lui un petit groupe de résistants, lui permet de jeter les bases d’une organisation qui deviendra l’un des plus importants réseaux de la France libre, Confrérie Notre-Dame (CND). Maurice Duclos (alias Saint-Jacques), quitte Portsmouth le 3 août 1940 et débarque sur les rives du Calvados. Pendant plusieurs mois, avant de rentrer à Londres fin décembre 1940, Duclos sillonne la France et séjourne en Suisse, d’où il peut transmettre ses premiers renseignements via le consulat britannique. Le troisième « mousquetaire », Pierre Fourcaud, arrive en France à la fin août 1940 après un périple à travers le Portugal et l’Espagne. Il parcourt la zone Sud, recrute des agents à Perpignan, Pau et Marseille, séjourne à Vichy, où il noue des contacts avec des militaires favorables à la préparation d’une guerre de revanche.

Toucher les Français

Rapidement la Résistance rencontre une forme de soutien tacite et de bienveillance de certaines composantes de la population. Tout en se gardant de confondre résistance – une action transgressive et consciente contre l’occupant et Vichy – et simples sentiments antiallemands, il existe bien, autour et en retrait des résistants actifs, un deuxième cercle composé de ceux qui, sans jamais être membres d’une organisation au sens strict, n’hésitent pas à braver la loi en écoutant la BBC, en répondant aux mots d’ordre lancés par la Résistance et en participant à des manifestations ou à des campagnes de protestations.

Si l’appel du 18 juin résonne comme l’acte le plus symbolique de la guerre des ondes, la BBC, complétant ses six bulletins d’information quotidiens en français, lance le 19 une nouvelle émission « Ici la France » avec Jean Masson, puis Pierre Bourdan. Le 7 juillet, une nouvelle équipe est chargée non plus seulement d’informer, mais de soutenir le moral des Français et de contrer RadioVichy et Radio-Paris. L’émission débute le 14 juillet et prend le 6 septembre le titre « Les Français parlent aux Français ». Diffusée de 20 h 30 à 21 heures, elle mêle avec humour causeries, sketches, chansons et ritournelles, messages personnels ou lecture du « Courrier de France ». De Gaulle y interviendra 67 fois tout au long de la guerre. Dès 1940, la BBC est très écoutée en France malgré les interdictions en vigueur. Elle permet de maintenir le lien entre la France libre et les Français.

La manifestation des lycéens et étudiants à Paris à l’occasion du 11 novembre 1940, alors que les Allemands avaient interdit toute commémoration de l’armistice de 1918, marque un tournant quant aux rapports entre les premières organisations résistantes et la société française. Bien que gaullistes et communistes aient par la suite essayé de « récupérer » cet événement en expliquant qu’ils en avaient été les initiateurs, la manifestation du 11 novembre a d’abord été une initiative spontanée d’une partie de la jeunesse française soucieuse d’exprimer son attachement aux valeurs patriotiques. Alors que les premiers résistants pouvaient avoir le sentiment d’être isolés et en décalage par rapport au reste des Français, ils découvrent à la faveur de cette manifestation qu’il existe un état d’esprit patriotique et antiallemand dans le pays susceptible d’être favorable à leur action. De fait, la BBC mais aussi les journaux clandestins de la Résistance intérieure appelleront désormais les Français à manifester à l’occasion de dates symboliques comme le 1er janvier, la fête de Jeanne d’Arc, le 1er mai, le 14 juillet. Dès 1941, ces appels seront entendus, même si ces manifestations patriotiques n’auront pas encore l’importance qu’elles revêtiront en 1943 ou 1944. Elles n’en témoignent pas moins, dès la première année de l’Occupation, d’un état d’esprit frondeur favorable à la Résistance dans de nombreuses couches de la société française.

Au début de l’Occupation, le facteur qui cristallise le plus grand mécontentement est l’insuffisance du ravitaillement, provoquant un « processus de détachement » assez précoce de la population du régime de Vichy, et accentuant les critiques à l’égard de l’occupant, accusé d’aggraver la situation du fait de ses pillages. Militants syndicalistes et communistes s’efforcent d’utiliser les difficultés du quotidien pour mobiliser la population contre Vichy. Des comités populaires sont mis en place dès l’été 1940, qui organisent des distributions de tracts, des prises de paroles et des manifestations revendicatives, principalement en région parisienne et dans le Nord–Pas-de-Calais, où le mouvement ouvrier était bien implanté avant-guerre. Parce qu’elles sont les premières concernées par les difficultés de la vie quotidienne, les femmes se mobilisent pour réclamer davantage de ravitaillement. Dès l’automne 1940 se déroulent des manifestations populaires collectives d’une certaine importance, qualifiées de « manifestations de ménagères », composées de femmes, parfois accompagnées d’enfants ou de vieillards. Pour la période allant de l’automne 1940 jusqu’au printemps 1941, une cinquantaine de manifestations de ce genre ont été recensées. Il s’agit bien des premières formes de mobilisation collective contre le régime de Vichy.

La France libre est africaine

Si l’appel du 18 juin est celui d’un chef militaire cherchant à rallier les bonnes volontés, le discours du 22 juin est tout à la fois un acte de rébellion, contre le gouvernement qui négocie l’armistice, et les prémices d’une nouvelle légitimité qui entend poursuivre le combat hors du territoire national. L’Empire devient dès lors un enjeu majeur.

Le ralliement des territoires du Tchad, du Cameroun, de l’Oubangui et du Congo, durant les « Trois Glorieuses » des 26-27-28 août 1940, est l’événement fondamental qui permet au mouvement gaulliste de disposer d’une base territoriale conséquente, même si ces régions se situent dans un espace périphérique de l’Empire.

La base territoriale ainsi acquise fin 1940 est donc pour l’essentiel dans la partie africaine de l’Empire la plus éloignée de la métropole. Elle n’est pas pour autant dénuée d’intérêts stratégiques du fait de ses ports et de ses aérodromes, qui constituent des relais précieux entre l’océan Atlantique et le front égyptien. Sa proximité géographique avec des territoires coloniaux britanniques et belges créent les conditions de son intégration à des zones d’échanges économiques, permettant son approvisionnement et des débouchés pour ses productions.

L’Afrique Française libre est donc autant une base territoriale qu’un espace de fourniture de matières premières pour l’effort de guerre des Alliés. C’est particulièrement le cas pour le caoutchouc, matière végétale stratégique dont les territoires africains doivent pallier la perte des zones d’approvisionnement tombées aux mains des Japonais. Cet effort est accompli au prix de lourds sacrifices et non sans violence à l’encontre des populations coloniales. L’engagement économique se double du recrutement de 27 000 combattants, pour la plupart issus des territoires du Tchad du Cameroun et de l’Oubangui. Ces soldats, qui constituent entre la moitié et le tiers des effectifs militaires terrestres de la France libre, seront de tous les combats, de la prise de l’oasis de Koufra au débarquement de Provence et à la Libération de la France. Enfin, l’existence de l’Afrique Française libre permet au mouvement gaulliste de poser, en terres françaises, les bases d’un État régalien où s’exprime sa souveraineté. C’est à Brazzaville que le général de Gaulle met en place le Conseil de défense de l’Empire, première étape d’un combat pour la légitimité qui trouvera son épilogue avec la reconnaissance du Gouvernement provisoire par les Alliés en octobre 1944.

Les premières campagnes militaires

L’engagement des Français libres dans la guerre répond à deux logiques complémentaires : d’une part, le ralliement et la défense de l’Empire, de l’autre, la participation à l’effort de guerre allié.

Il s’agit d’abord de défendre le territoire de la Grande-Bretagne, menacé d’invasion et soumis, depuis juillet 1940, aux attaques de la Luftwaffe qui prennent, à partir du 7 septembre, la forme d’une campagne de bombardements intensifs, le Blitz. Le second enjeu est de maintenir les lignes de ravitaillement britanniques avec l’Amérique et le Commonwealth (=toutes les colonies anglaises), notamment la route des Indes, que l’ennemi tente de couper dans l’Atlantique, en Méditerranée, le long du canal de Suez et en mer Rouge.

Depuis ses bases africaines, la France libre participe aux côtés des Alliés à la guerre du désert qui se développe contre les possessions italiennes en Afrique du Nord. Au Tchad, Leclerc, nommé commandant des troupes en décembre 1940, organise une guerre de raids à travers le désert en direction des oasis italiens du Fezzan, au sud de la Libye.

Ce que sait la France libre des débuts de la Résistance en métropole

Dès juillet 1940, à Londres, au sein de l’état-major qu’il met sur pied, le général de Gaulle organise un service chargé de la collecte de renseignements, le 2e Bureau. Il s’agit de garder le contact avec la métropole et d’affirmer, face aux Britanniques, la nécessité d’un service de renseignements français. Dirigé par le capitaine André Dewavrin (alias Passy), ce service coopère avec les Britanniques qui lui fournissent les moyens matériels pour former les agents, les envoyer en France et assurer le contact avec eux. Ainsi, le 2e Bureau tente de créer un réseau maillé de renseignements, en France comme en Afrique du Nord, grâce à l’envoi d’agents en mission. La cible prioritaire du 2e Bureau est dans un premier temps l’Afrique du Nord, car le général de Gaulle croit en une résistance militaire de la région. Malgré l’ampleur des moyens engagés, l’opération échoue : les agents sont vite arrêtés et certains traduits en justice par les autorités de Vichy. Cet échec en Afrique du Nord coupe assez durablement la France libre de cette dernière. Les premières missions en métropole ne permettent pas non plus d’obtenir des résultats immédiatement satisfaisants.